

Gilles Bourque et Jules Duchastel — *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis*, Montréal, Boréal, 1988, 399 p.

Si tous n'en meurent pas, tous sont frappés. J'entends, bien sûr, frappés d'un engouement pour de nouvelles technologies. Si à une certaine époque, l'historien doté d'une solide culture et de sens commun pouvait se livrer à une lecture attentive d'une série de documents, et donner une synthèse du discours idéologique et de la représentation de la société véhiculée par un quelconque groupe social, ces temps sont révolus. Il faut dépasser une méthodologie qui n'arrivait qu'à réaligner les « beaux morceaux » et à leur donner un sens. Les auteurs de *Restons traditionnels et progressifs* entendent dépasser « l'acceptation que le sens commun donne à la notion de discours politique ». Pour ce faire, Bourque et Duchastel ont fait avaler à un ordinateur les discours du budget des gouvernements Taschereau-Godbout (1934-1936), Duplessis (1936-1939, 1944-1959) et Godbout (1939-1944). Ce même ordinateur a dû leur restituer, après une analyse du « comportement des mots et de leur environnement », des structures syntaxiques, des articulations du discours, mais surtout, une image de la structure sociale et de sa représentation. Ils peuvent finalement conclure que, loin de présenter une rupture entre un discours résolument traditionnel et la réalité industrielle et urbaine, le gouvernement duplessiste livre un discours moderne, où les références traditionalistes servent à la fois à séduire un électorat et à faire échec aux empiètements croissant du gouvernement fédéral.

Dans une première partie, les auteurs introduisent le lecteur à leur appareil conceptuel et à leur méthode. Il faut souligner l'intérêt des considérations théoriques exprimées dans le premier chapitre : les réflexions sur les espaces public et privé, sur le concept de classe-appui et sur la dualité entre le modernisme et le traditionalisme m'ont paru pertinentes. Quant au chapitre sur la méthode, quoiqu'il soit inévitable dans une pareille étude, il faut bien admettre qu'il est fort indigeste. Ce sont cependant les deuxième et troisième parties qui s'avèrent les plus intéressantes. La seconde porte sur le bloc social duplessiste et les représentations des univers politique et économique. Si l'on découvre dans un premier temps que les institutions traditionnelles préindustrielles, comme l'Église, ont pu perdurer dans un Québec industriel, elles demeurent soumises, en quelque sorte, à un État libéral. Bien plus, les références au traditionalisme serviraient le gouvernement duplessiste en butte aux envahissements de l'État fédéral keynésien. Ainsi, la tradition ne serait devenue qu'un instrument discursif pour un gouvernement « libéral », et on opposerait notamment des valeurs, des stratégies et des solidarités traditionnelles aux visées régulatrices keynésiennes du fédéral. La dernière partie vient confirmer, à grand renfort de statistiques sur les occurrences des mots et de « constellations » nominales (le nombre des interrelations entre certains mots), les notions de classe-appui (en l'occurrence la « classe agricole ») et de soumission du traditionalisme au modernisme.

L'ouvrage fera époque et parions que Bourque et Duchastel auront des émules. Il faut pourtant leur faire certains reproches. D'abord, quoique les auteurs affirment que cet ouvrage forme un tout en soi, on ne peut que regretter qu'il ne rende compte que d'une partie de la recherche. En effet, d'autres discours gouvernementaux (le discours du trône, par exemple), des mandements d'évêques et des écrits syndicaux ont fait l'objet d'une analyse. À la lecture de l'ouvrage, on réalise que les conclusions (les thèses, disent plutôt les auteurs) s'alimentent à ces autres corpus, sans jamais y référer. Il est difficile de se défaire de l'impression que les seuls discours du budget n'auraient pas permis d'aller aussi loin. De plus, il aurait été intéressant que les auteurs se penchent sur les discours de gouvernements libéraux dans des contextes moins extraordinaires (de 1934 à 1936, comme de 1939 à 1944, la conjoncture a dû fausser les pratiques discursives) : cela aurait peut-être éclairé sous un autre jour la « modernité » du discours duplessiste. On peut regretter aussi, quoique ce soit souvent indigeste, qu'ils passent assez rapidement sur certaines questions de méthodes, comme les étapes de validation du choix des mots retenus (46 termes sous l'étiquette « tradition »...) dans les études d'occurrence.

Enfin, je me résous à profiter de ce compte rendu pour réagir à l'inflation de mots qui caractérise les sociologues « modernes » et qui touche aussi certains historiens. L'épidémie est particulièrement virulente chez les personnes qui réfèrent plus ou moins au marxisme, ou chez celles qui se sont laissées séduire par l'informatique. Ici, les auteurs sont particulièrement atteints. Ne donnons qu'un seul symptôme : ils entendent « désambiguïser » certains mots. Je veux bien admettre qu'on

ne puisse rendre compte de réalités complexes avec un vocabulaire anémique. Mais la rage que l'on met parfois à créer des néologismes ne conduit qu'à rendre artificiellement hermétiques certains textes... peut-être pour les entourer d'une « aura » scientifique susceptible d'ébahir le lecteur. Quand je vois des auteurs jargonner ainsi, je ne peux m'empêcher de penser au notaire de village qui, au magasin général et devant les cultivateurs, échangeait quelques citations latines avec l'avocat, le médecin et le curé afin de bien souligner sa « distinction ».

Pour conclure, l'ouvrage de Bourque et de Duchastel fera époque. Leurs thèses me semblent incontestables, sauf si l'on tient à chicaner sur des questions de détail. Après le succès d'expressions comme « la Grande Noirceur », il est bon que l'on reconnaisse les aspects résolument modernes du discours duplessiste. Aussi, ce ne sont pas tant les conclusions qui laissent perplexes que les méthodes : l'analyse des discours du budget assistée par ordinateur ne semble, dans ce cas précis, que confirmer à grand renfort de statistiques l'impression laissée par des « beaux morceaux », bien moins coûteuse. Mais surtout, l'étude du discours « en soi » laisse perplexe l'historien que je suis. Ce n'est qu'au dernier chapitre que les auteurs retombent sur le sol et replacent la production discursive dans son contexte.

Cependant, il y a fort à parier que cette impression ne tienne qu'au caractère partiel de cet ouvrage, et que je ne rende pas justice aux auteurs. Les tomes suivants, notamment grâce à de nouveaux corpus, vont sans doute donner à l'œuvre toute sa profondeur.

Jean-Pierre Charland  
Université d'Ottawa

\* \* \*

Gary Burrill and Ian McKay, eds. — *People, Resources, and Power. Critical Perspectives on Underdevelopment and Primary Industries in the Atlantic Region*. Fredericton: Acadiensis Press, 1987. Pp. vii, 201.

One of the most vigorously debated questions of Atlantic Canadian studies in recent years concerns the failure of the promising industrial growth in the region in the late nineteenth century to sustain itself beyond World War One. Relative to the rest of Canada, the Atlantic provinces have been marked this century by large out-migration, high unemployment, low levels of investment; in short, the region is seen as underdeveloped. The dominant interpretation of regional economic decline from S.A. Saunders' early work in Maritime economic history in the 1930s focusses on the alleged geographic isolation and poor resource endowment of the region. This argument has provided the rationale for heavy government subsidization of private enterprise in the region in an effort to "level the national playing field" for investors.

Since the resurgence of Atlantic Canadian studies in the 1970s, this orthodoxy has been closely scrutinized. Many of the most insightful critiques have been rooted in marxist interpretations of the regional economy. Indeed, one might argue that nowhere have studies in Canadian political economy been as productive in recent years as in the Atlantic provinces. In contrast to earlier accounts of Maritime economic decline, with their overtones of geological and/or geographical determinism, political economy roots "underdevelopment" in capitalist accumulation, a historical process marked by uneven development. Both a condition and a process, "underdevelopment" reflects not the absence of capitalist growth, but rather constitutes an integral aspect of it. This process can be both understood and, as all political economists argue, resisted. Early work on Atlantic Canadian underdevelopment was strongly influenced by dependency theory, which identified the major impediment to development in underdeveloped regions as the "metropolitan" appropriation of the surpluses of economic "satellites". Recent work has sought to incorporate analysis of class structure within the region (relations of domination in production) with the emphasis on external factors (relations of domination in exchange) characteristic of dependency theorists such as André Gunder Frank. Needless to say, controversy has been confined to the academy. By editing a collection of articles they label